



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les chiffres du chômage explosent, une nouvelle démonstration de la nécessité d'annuler la réforme

Le ministère du Travail (Dares) vient de publier les chiffres du chômage. Non seulement le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (personnes n'ayant pas travaillé sur un mois) a augmenté de 7,5% sur un an mais on relève aussi que le nombre de demandeurs d'emploi des catégories B et C (personnes ayant déclaré des périodes de travail une partie du mois) a aussi enregistré une forte hausse, 1,2%, au dernier trimestre 2020. Signe inquiétant donc puisque tout laisse à penser que cette augmentation se traduira dans les mois à venir par de nouveaux chômeurs entrant dans le champ de la catégorie A. Toutes catégories confondues, le nombre de privés d'emploi s'établit à plus de 6 millions, en France, y compris les départements-régions d'outre-mer, hors Mayotte.

Ces chiffres révèlent la forte augmentation de la précarité en France sur l'année écoulée.

Pour la CGT, cela souligne l'importance d'annuler la réforme de l'assurance chômage qui viendrait paupériser des travailleuses et travailleurs déjà précaires.

Ces chiffres tombent deux jours après la publication du rapport d'Oxfam sur l'aggravation des inégalités par la crise de la Covid-19. **Ce rapport démontre qu'un million de personnes serait passé sous le seuil de pauvreté en 2020, en France.**

Les jeunes travailleurs font notamment partie des catégories les plus touchées par la crise et par la réforme de l'assurance chômage.

Le gouvernement ne semble, pourtant, pas tenir compte de ces chiffres alarmants, en maintenant une réforme de l'assurance chômage vaguement atténuée mais prévoyant toujours une baisse drastique des droits.

La CGT revendique une couverture chômage globale qui doit garantir à tous les travailleurs privés d'emploi un revenu de remplacement décent, approprié à la situation et qui pallierait les effets de toute crise. Il est donc nécessaire d'obtenir l'annulation de cette réforme de l'assurance chômage et l'ouverture de droits pour toutes et tous.

Montreuil, le 27 janvier 2021